



**Résolution adoptée à
la 105^e Conférence annuelle
de l'ACCPC**

**Août 2010
Edmonton (Alberta)**

ASSOCIATION CANADIENNE DES CHEFS DE POLICE

À l'avant-garde du progrès policier

582, rue Somerset Ouest, Ottawa (Ontario) K1R 5K2

Tél. : 613-233-1106 Téléc. : 613-233-6960

Courriel : cacp@cacp.ca Web : www.cacp.ca

Table des matières

2010-01

Stratégie nationale d'application de la loi en matière d'armes à feu.....3

**STRATÉGIE NATIONALE D'APPLICATION DE LA LOI
EN MATIÈRE D'ARMES À FEU**

Soumise par le Sous-comité spécial sur les armes à feu, ACCP

- ATTENDU QUE** l'Association canadienne des chefs de police (ACCP) est déterminée à assurer la sécurité de la collectivité et des policiers;
- ATTENDU QUE** les incidences des armes à feu et des incidents liés aux armes à feu se font sentir à l'échelle locale, provinciale et nationale et requièrent une intervention à tous ces niveaux;
- ATTENDU QUE** l'échange de renseignements opérationnels et de pratiques exemplaires, entre tous les services de police et organismes de sécurité publique, menant à l'établissement de normes nationales cohérentes, est nécessaire pour assurer une intervention efficace relative aux armes à feu et aux incidents liés aux armes à feu;
- ATTENDU QUE** la mise en œuvre efficace de normes nationales cohérentes peut se faire uniquement après l'adoption d'une stratégie nationale d'application de la loi en matière d'armes à feu, mise à la disposition de tous les services de police et organismes de sécurité publique approuvés;
- ATTENDU QUE** le Sous-comité spécial sur les armes à feu, de l'ACCP, a pour mandat d'harmoniser le travail effectué par les organismes d'application de la loi au Canada pour promouvoir l'échange de renseignements opérationnels et de pratiques exemplaires par l'élaboration d'une stratégie nationale d'application de la loi en matière d'armes à feu portant sur l'intervention relative aux armes à feu et aux incidents liés aux armes à feu.
- PAR CONSÉQUENT, IL EST RÉSOLU** que l'Association canadienne des chefs de police insiste auprès de ses membres pour qu'ils adoptent la Stratégie nationale d'application de la loi en matière d'armes à feu comme document de base et guide visant à aider les organismes d'application de la loi à se donner la capacité d'améliorer la sécurité des collectivités et des policiers.

**STRATÉGIE NATIONALE D'APPLICATION DE LA LOI
EN MATIÈRE D'ARMES À FEU**

Soumise par le Sous-comité spécial sur les armes à feu, ACCP

Observations

Toutes les forces de l'ordre municipales, provinciales et fédérales jouent un rôle clé et complémentaire dans l'intervention relative aux armes à feu et aux incidents liés aux armes à feu, depuis une obligation communautaire jusqu'à la prévention, la détection, l'interdiction, la gestion de crises, l'intervention, la gestion des conséquences et les enquêtes criminelles.

Le Sous-comité spécial sur les armes à feu, de l'Association canadienne des chefs de police, a pour mandat d'harmoniser le travail des organismes d'application de la loi au Canada, en cernant et en élaborant des normes nationales sur l'intervention relative aux armes à feu et aux incidents liés aux armes à feu dans l'intérêt de la sécurité de la collectivité et des policiers.

**STRATÉGIE NATIONALE D'APPLICATION DE LA LOI
EN MATIÈRE D'ARMES À FEU**

Soumise par le Sous-comité spécial sur les armes à feu, ACCP

Infocapsules

- La *Stratégie nationale d'application de la loi en matière d'armes à feu* constitue un pas important vers l'élaboration d'un cadre normalisé, à l'intention des organismes d'application de la loi au Canada, pour l'intervention relative aux armes à feu et aux incidents liés aux armes à feu dans l'intérêt de la sécurité de la collectivité et des policiers.
- La *Stratégie nationale d'application de la loi en matière d'armes à feu* aura pour effet d'améliorer l'échange de renseignements opérationnels et de pratiques exemplaires entre les organismes d'application de la loi au Canada en ce qui concerne l'intervention relative aux armes à feu et aux incidents liés aux armes à feu.
- Le comité est coprésidé par Jean-Guy Gagnon, directeur adjoint du Service de police de Montréal, et Marty Cheliak, surintendant principal à la GRC.